

L'indépendantisme catalan est un populisme

Pour l'écrivain espagnol Javier Cercas, le nationalisme s'est emparé de la Catalogne sans que le gouvernement central sache comment réagir. La situation actuelle annonce un désastre

Par JAVIER CERCAS

Il est étonnant que personne, pour ce que j'en sais, n'ait à ce jour invoqué le philosophe britannique Isaiah Berlin (1909-1997) pour tenter de comprendre ce qu'il se passe ces temps-ci en Catalogne. Ce penseur a étudié avec une grande lucidité le nationalisme, et la vision qu'il en a éclairé largement notre situation. Pour Isaiah Berlin, le nationalisme est avant tout une réponse à une attitude de dédain envers les valeurs traditionnelles d'une société, la réaction à une blessure d'orgueil et à une humiliation ressentie par ses membres socialement les plus conscients qui déboucherait, le moment venu, sur la colère et l'affirmation de soi.

Cette blessure infligée au ressenti collectif d'une société n'est pas la condition suffisante du surgissement du nationalisme : cette société doit aussi renfermer un groupe d'individus en quête d'un objet de loyauté ou d'identification, ou d'une base à leur pouvoir, et elle doit se considérer, au moins dans la tête de ses membres les plus sensibles, comme une nation fondée sur quelque dénominateur commun, la langue ou l'histoire par exemple, qu'il soit réel ou imaginaire. La blessure collective n'est donc pas une condition suffisante, mais elle est bien une condition nécessaire, ou, à tout le moins, l'a-t-elle été par le passé.

Isaiah Berlin recourt souvent à l'exemple du premier nationalisme, le nationalisme allemand, qui germa au XVII^e siècle comme défense de la culture germanique face à l'hégémonie française, pour finir dans une grande explosion de chauvinisme agressif pendant et après l'invasion napoléonienne. Abstraction faite des nombreuses différences entre

bien en Catalogne des temps furieux.

Le franquisme a évidemment infligé une blessure au sentiment national catalan, et une blessure que n'atténue en rien ni le fait que de nombreux Catalans étaient franquistes ni celui que les Catalans ne furent pas les seuls à se la voir infliger : le franquisme blessa la moitié de l'Espagne, quand il ne la tua pas. La blessure catalane est cependant incontestable : la langue catalane fut réprimée, la culture catalane humiliée et méprisée, les institutions catalanes abolies. En d'autres termes, le franquisme, hyper-trophie monstrueuse du nationalisme espagnol, voulut en finir avec le nationalisme catalan.

ARROGANCE ET TYRANNIE

Mais depuis les années 1950, certains Catalans blessés ont entrepris de construire en réponse au franquisme un discours sur la fierté d'être catalan, sur la dignité de la Catalogne, de sa langue, de sa culture et de ses institutions ; au lendemain du franquisme, non seulement ils ont réussi à rendre ce discours dominant, mais ils l'ont hissé jusqu'au pouvoir et à la Generalitat, cette institution qui, depuis 1980, dirige la très autonome région catalane qu'a instaurée la démocratie et qui a permis, notamment, de rendre leur dignité à la langue et à la culture catalanes.

La bataille fut rude, noble et légitime, et menée par l'homme le plus décrié de Catalogne depuis qu'en 2014 il a déclaré, probablement pour protéger ses enfants de la justice, qu'il détenait depuis des décennies une fortune à l'étranger. Je parle de Jordi Pujol, président de la Generalitat de 1980 à 2003, qui reste certainement la figure politique catalane la plus déterminante du XX^e siècle. Pendant plus de vingt ans de pouvoir incontesté, Jordi Pujol a largement œuvré pour rendre leur fierté aux Catalans. Le problème est que, aux mains de ses fils, qu'ils soient biologiques ou spirituels, cette fierté est devenue arrogance, quand elle ne confine pas à la tyrannie.

La manifestation la plus flagrante de cette arrogance n'est autre que le fameux « droit à décider », qui est une aberration grammaticale (en espagnol, le verbe *decidir* étant transitif, on ne peut décider dans l'absolu, il faut décider « quelque chose »), et donc une aberration politique et morale, un droit

inexistant, pourtant érigé en mantra par les indépendantistes catalans. Par ce « droit à décider », il faut comprendre que puisque, sous le franquisme, nous, les Catalans, n'avons pu décider de rien, nous allons maintenant décider de tout, y compris de ce qui touche les Espagnols dans leur ensemble.

De fait, le référendum illégal qu'a convoqué hâtivement la Generalitat pour le 1^{er} octobre n'a pas pour objectif de décider de l'avenir de la Catalogne (dont nous décidons heureusement, nous, Catalans, depuis le début de la démocratie, par le biais des élections municipales, régionales, nationales et européennes), mais de l'avenir de l'Espagne tout entière, qui devrait pourtant rele-

ver de la décision de tous les Espagnols, et pas seulement des Catalans.

C'est bien de l'arrogance, voire de la tyrannie, que de décider que nous, Catalans, allons décider au nom de tous les Espagnols, et que, dans le cas contraire, nous violerons ou tenterons de violer les règles que nous nous sommes fixées ensemble. C'est bien de l'arrogance, voire de la tyrannie, que de prétendre négocier avec l'Etat espagnol une sortie de l'impasse actuelle sur la base de la devise « Soit le référendum, soit le référendum », forgée par l'actuel

CE RÉFÉRENDUM N'A PAS POUR OBJECTIF DE DÉCIDER DE L'AVENIR DE LA CATALOGNE, MAIS DE CELUI DE L'ESPAGNE TOUT ENTIÈRE

président de la Generalitat, Carles Puigdemont – autant dire « Soit je décide, soit je décide ». Et c'est tyrannie pure que de déclarer, comme l'a fait le même Carles Puigdemont devant une assemblée de maires indépendantistes (à l'intention, peut-être, des non-indépendantistes, du gouvernement de Madrid ou du reste de l'Espagne ?) : « *Nous faisons peur, et nous allons faire plus peur encore.* »

Comme l'a théorisé Isaiah Berlin, la branche souple, après avoir été tordue, se redresse, cinglante et furieuse. Nul doute que depuis qu'à l'été 2012, alimenté par une crise aux effets dévastateurs, l'indépendantisme – jusque-là minoritaire en Catalogne – s'est em-

brasé brutalement pour devenir la première manifestation du populisme en Espagne, le gouvernement central aurait pu faire bien plus pour canaliser le mécontentement (un mécontentement de grande ampleur, c'est vrai, puisque les indépendantistes ont réuni 47 % des voix aux dernières élections régionales, un score plus que suffisant pour gouverner au Parlement de Catalogne, mais tout à fait insuffisant pour se lancer dans une entreprise aussi hasardeuse que l'indépendance).

Reste qu'à ce stade, avec une Generalitat lancée à fond de train vers le mur de la légalité démocratique, à commencer par la légalité catalane elle-même, il est trop tard pour se demander sur qui va s'abattre en Catalogne la branche cinglante d'Isaiah Berlin ; d'une façon ou d'une autre, elle nous a déjà tous frappés. Tant et si bien que je crains que la seule question que nous puissions encore nous poser, c'est comment limiter les dégâts. Le désastre est complet. ■

Traduit de l'espagnol par Julie Marcot

J
Javier Cercas est écrivain et professeur de littérature à l'université de Gérone

LE FRANQUISME A INFLIGÉ UNE BLESSURE AU SENTIMENT NATIONAL CATALAN

les deux cas, c'est bien quelque chose de semblable qu'a vécu la Catalogne ces dernières années. Le sentiment national blessé, explique Isaiah Berlin, est comme une branche souple qu'on aurait pliée avec violence et qui, une fois relâchée, cinglerait en retour avec la même fureur. Si le nationalisme catalan n'a presque jamais été violent, nous vivons

La démocratie doit pouvoir s'exprimer

Les anti-indépendantistes devraient comprendre que le référendum reste la meilleure solution pour régler les différends entre Barcelone et Madrid, estime l'écrivain Joan-Lluís Lluís

Par JOAN-LLUIS LLUIS

La Catalogne vit aujourd'hui des moments troublés, à la veille de son référendum sur l'indépendance que le gouvernement espagnol veut à tout prix empêcher. Or, la situation est très simple et peut se résumer à quelques questions faciles. Existe-t-il un différend sur la question de l'indépendance de la Catalogne entre, d'une part, les institutions catalanes et, d'autre part, les institutions espagnoles? Bien sûr. Est-il envisageable de résoudre ce différend par un biais qui ne soit pas strictement démocratique? Bien sûr que non. Y a-t-il un outil de résolution de différends territoriaux plus légitime, plus démocratique, plus pacifique et plus limpide que le référendum? Bien sûr que non.

Depuis les trente dernières années ont eu lieu une cinquantaine de référendums d'indépendance dans le monde, parfois à la suite d'un accord entre le territoire susceptible de devenir indépendant et le gouvernement du pays d'origine, parfois de façon unilatérale. Le référendum est donc un outil à la fois banal et approprié, qu'il serait tout à fait légitime d'utiliser en Catalogne, où tous les sondages montrent qu'entre 70 % et 80 % de la population désire s'exprimer par ce biais.

En outre, depuis plusieurs années, les indépendantistes, au pouvoir en Catalogne, ont toujours cherché à négocier un référendum avec le gouvernement espa-

gnol, sans succès. Leur décision d'organiser un référendum unilatéral vient exclusivement du fait que ce référendum faisait partie de leur programme électoral, et du refus constant du gouvernement espagnol de s'asseoir à une table de négociation, à l'instar de ce qu'ont fait récemment les indépendantistes écossais et le premier ministre britannique.

MÉPRIS SOUVERAIN

Le gouvernement et le Parlement espagnols, pour s'opposer au vote démocratique des Catalans, s'arc-boutent sur la Constitution, qu'ils se refusent à modifier, comme si une Constitution était une sorte d'objet sacré, et non un outil qu'il est nécessaire d'amender pour l'adapter aux besoins des populations ou aux changements des mentalités.

Cette obstination du pouvoir espagnol a débouché sur un état d'exception de fait en Catalogne, où les institutions sont attaquées et où la présence policière espagnole est devenue plus qu'inquiétante. Il y a aujourd'hui plus de policiers espagnols déployés en Catalogne qu'il n'y en a jamais eu au Pays basque aux pires heures du terrorisme de l'ÉTA. Que cherche cette police? Des armes? De la drogue? Des terroristes? Non, des urnes, des bulletins de vote et des affiches électorales.

Voilà un spectacle inédit, a priori impensable en toute autre démocratie européenne. Ces derniers jours, la police espagnole a arrêté des hauts responsables politiques et techniques, a opéré des perquisitions, parfois sans autorisation judiciaire, dans des rédactions de jour-

naux et des imprimeries, a ouvert du courrier dont la confidentialité est protégée par la loi, a fait fermer des sites Web du gouvernement catalan, etc.

Les Catalans, très majoritairement, veulent voter, pour ou contre l'indépendance. Le gouvernement espagnol veut les en empêcher, en employant la force s'il le faut. Ce faisant, il montre un mépris souverain; y compris pour les partisans de l'union entre la Catalogne et l'Espagne, qui souhaitent, parce qu'ils sont démocrates, s'exprimer par les urnes. Il est par ailleurs évident que la répression policière du référendum ne fera en rien renoncer les indépendantistes, qui sont plus nombreux au fur et à mesure de l'application de mesures d'exception.

Que l'on soit pour ou contre l'indépendance de la Catalogne, il est donc devenu urgent de reconnaître que la question catalane n'est pas une question strictement interne à l'Espagne. Car il faut bien constater que le pouvoir espagnol, avec l'accord tacite d'une grande partie de l'opposition parlementaire, glisse vers une forme larvée de post-franquisme, de nationalisme exacerbé. Il est devenu urgent d'aider la Catalogne, non pas à devenir indépendante, mais à s'exprimer sur son indépendance. C'est un devoir moral et une évidence politique. Car aujourd'hui, aider la Catalogne à voter, c'est aider la démocratie. ■

J

Joan-Lluís Lluís est écrivain d'expression catalane